

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 1

Artikel: Privatisation des forces armées
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Privatisation des forces armées

Maj EMG Alexandre Vautravers

Le cycle de conférences organisé par le Groupe d'études stratégiques de l'Université de Genève (GESUG) suscite un intérêt croissant. Le 15 novembre dernier, une conférence a été organisée en présence de Doug Brooks, président de l'Association IPOA¹—organisme faîtier des entreprises privées de sécurité.

Les mythes et les stéréotypes sur les mercenaires ont la vie dure. Les médias parlent, en effet, de 50000 mercenaires en Irak aujourd'hui. Ce secteur d'activité pèserait 100 à 200 milliards de dollars. Les chiffres sont cependant plus modestes: 5000 à 8000 Occidentaux et environ 20000 Irakiens; le tout pour un marché de 10 à 23 milliards de dollars.

L'engagement d'entreprises de sécurité privées est particulièrement important en Afrique, où les forces armées occidentales ne sont projetées que ponctuellement, pour des raisons à la fois historiques et de coût. Les entreprises privées n'engagent pas directement leur gouvernement. Elles sont un moyen de soutenir les opérations de maintien de la paix, aux budgets souvent insuffisants et aux effectifs inadéquats, quantitativement et qualitativement. Les troupes africaines sous-équipées ont un besoin croissant d'appuis. L'aide est avant tout logistique. Aujourd'hui, la majorité des opérations de maintien de la paix en Afrique ne pourrait plus se passer de la participation des entreprises privées de sécurité.

Partant de la logistique, ces entreprises assument de plus en plus des tâches de protection de personnes ou d'objets. Un grand nombre des employés de celles-ci étant d'anciens membres des forces armées, ceux-ci sont fréquemment sollicités pour former des contingents locaux, militaires comme forces de l'ordre. On assiste également de plus en plus au recours à ces entreprises pour le renseignement et le conseil en matière d'opérations et de stratégie.

L'engagement de sociétés privées, à but lucratif, dans des opérations de maintien de la paix ne va pas sans poser des questions juridiques et éthiques. Des règles d'engagement (ROE) particulières s'appliquent, basées avant tout sur la légitime défense. La collaboration avec des forces armées régulières est souvent nécessaire: celles-ci assument généralement les tâches « offensives », par opposition à la présence et à la proximité des privés.

Pour les forces armées et les Etats, la collaboration avec des entreprises privées de sécurité est encore un tabou. Mais les contacts sur le terrain aidant, de plus en plus d'organisations non gouvernementales sont désormais clientes de tels prestataires de services.

Ces questions font partie de tendances plus vastes, de multiplication des acteurs et de complexité croissante des conflits armés. Au vu de l'augmentation du nombre de conflits, la croissance du nombre d'entreprises et de personnels de sécurité est inexorable.

A+V



¹ International Peace Operations Association (IPOA); www.iponline.org